

Conditions de travail dégradées, pouvoir d'achat en baisse, postes supprimés : ça suffit !

⇒ malgré l'opposition déterminée des enseignants, exprimée le 18 décembre mais aussi le 20 janvier, le Ministre fanfaronne et maintient son projet de décret. Ce décret aura trois conséquences directes : alourdir notre charge de travail, développer la flexibilité, diminuer nos salaires.

Sommes-nous si rigides ? si bien payés ? travaillons-nous si peu ? Pouvons-nous accepter cette attaque scandaleuse, qui dégrade de façon brutale nos conditions de travail ?

⇒ en utilisant le décret (qui n'est pas encore paru !) et l'éternel argument de la baisse démographique (quand l'Insee diagnostique un nouveau « baby-boom » durable...), et en répétant le slogan absurde de la rationalisation des dépenses de l'Etat, le gouvernement supprime à nouveau plus de 5000 postes à la rentrée 2007, dont 701 rien que dans l'académie de Lille.

Sommes-nous vraiment si nombreux ? nos classes ont-elles de si faibles effectifs ? serait-ce un luxe que de diminuer la taille des classes ? nos élèves coûtent-ils si chers ? Et plus généralement, allons-nous accepter comme une fatalité de voir nos collègues quitter le lycée en « mesure de carte scolaire » ?

⇒ au moment même où on nous explique implicitement que nous ne travaillons pas assez et que nous sommes trop nombreux, le gouvernement alourdit la charge de travail de certains collègues (conception de 4 sujets par prof pour les épreuves de langue en STG, obligation d'un entretien d'orientation pour les PP de 3^{ème}, etc.), avant de s'attaquer à l'ensemble des profs (suppression des heures de première chaire, suppression des décharges de service, suppression de l'UNSS, etc.).

Allons-nous accepter de travailler plus encore pour gagner toujours moins ? serons-nous à ce point résignés ?

***EXPLIQUONS CLAIREMENT NOTRE RAS-LE-BOL Á NOTRE
MINISTRE QUI N'A PAS BIEN COMPRIS !***

L'intersyndicale de la fonction publique appelle tous les fonctionnaires à la grève le 8 février ; l'Education Nationale est particulièrement frappée par la politique gouvernementale !

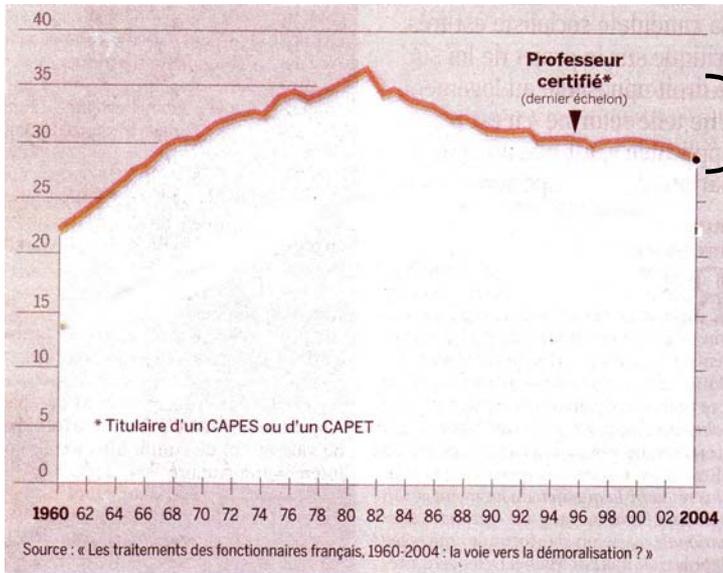
**TOUS EN GRÈVE
JEUDI 8 FEVRIER 2007 !
*Manifestation à Lille, 14h30, porte de Paris.***

Vous avez des doutes ? vous pensez que les profs, au fond, « ne sont pas à plaindre » ? que ce n'est pas « si catastrophique que ça » et que « le Snes exagère toujours » ? Alors... **Tournez la page !**

• Les profs, ces privilégiés ... ????

→ les profs sont bien payés ?

Salaire annuel réel (= pouvoir d'achat) d'un prof certifié au dernier échelon... (en milliers d'euros)



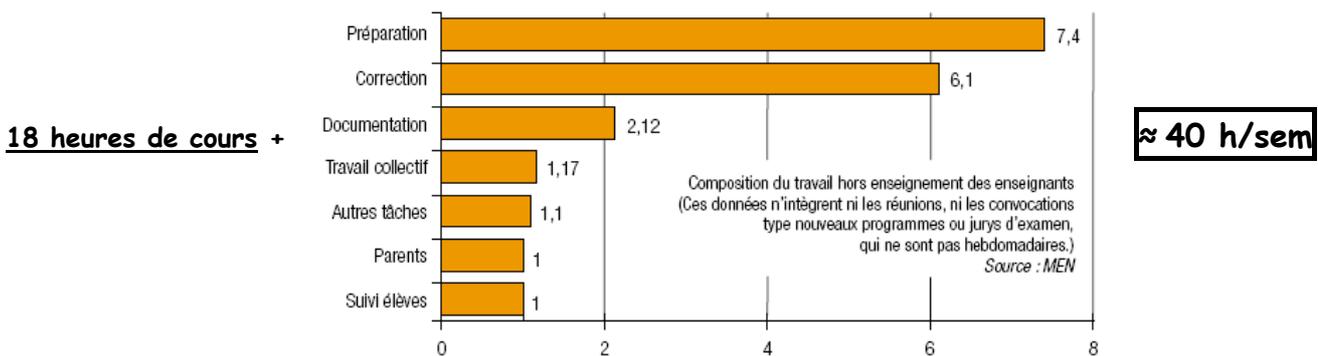
Le Monde, 21-22 janvier 2007.

= -21% !!!

⇒ Nous sommes revenus, en 2004, à un pouvoir d'achat équivalent à celui du milieu des années 60 ! Est-il illégitime de demander des vraies hausses de salaires, au-delà des miettes qu'on nous donne cyniquement (+0,8%, « mangés » à coup sûr par l'inflation !)

→ les profs ne travaillent pas beaucoup ?

heures de travail hebdomadaires des profs à la maison, chiffres du ministère de l'éducation nationale.



Toutes les enquêtes aboutissent à évaluer la durée moyenne du travail des enseignants **entre 39 h 47 (source MEN 2002) et 45 heures** hebdomadaires pendant l'année scolaire, auxquelles il convient d'ajouter les temps d'interrogations d'examens, et le travail personnel pendant les vacances (10 à 20 jours par an selon les niveaux, disciplines et enquêtes). **Soit un total annuel de 1600 à 1800 heures.**

Si l'on compare les enquêtes depuis 1981, ce chiffre est stable ou en très légère augmentation, alors que certains maxima de service ont été réduits (PEGC, disciplines artistiques), et que la charge de travail est ressentie comme plus lourde. C'est sans doute que l'injonction de plus en plus pressante d'assurer des tâches de plus en plus diverses, avec un public scolaire de plus en plus hétérogène et déstabilisé par un environnement social précaire, et des conditions d'affectation dégradées (TZR, postes à cheval, non-respect des qualifications...) rendent le travail plus difficile.

Snes, US, 2006.

⇒ Le temps de travail des profs a été conçu en 1950 en prévoyant qu'un enseignant travaille 1,5 heures chez lui pour une heure devant élève afin de préparer ses cours, évaluer les élèves et actualiser ses connaissances dans sa discipline. Cela fait 18 fois 2,5 heures (1 devant les élèves et 1,5 à la maison), soit 45 heures hebdomadaires. **Depuis 1950, nous n'avons bénéficié d'aucune diminution du temps de travail.**

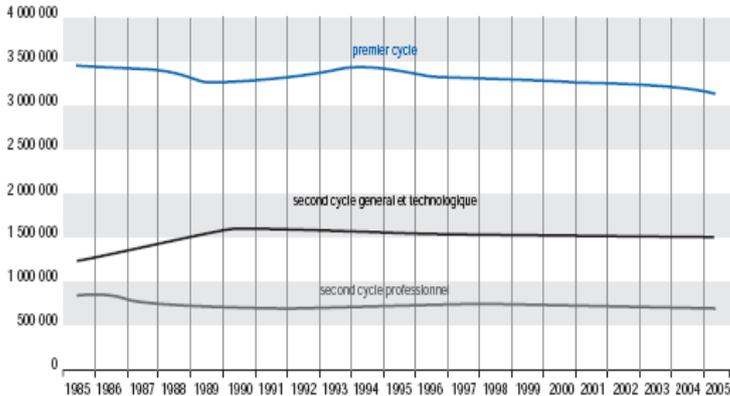
Le décret « De Robien » aboutirait à un alourdissement du temps de travail et/ou à une diminution du salaire ! Il renforcerait donc la dégradation scandaleuse de notre situation (tout en contribuant à supprimer de nombreux postes)!

Moins de profs pour faire plus de travail en étant payés moins ! Est-ce ça qu'on appelle une profession « privilégiée » ?

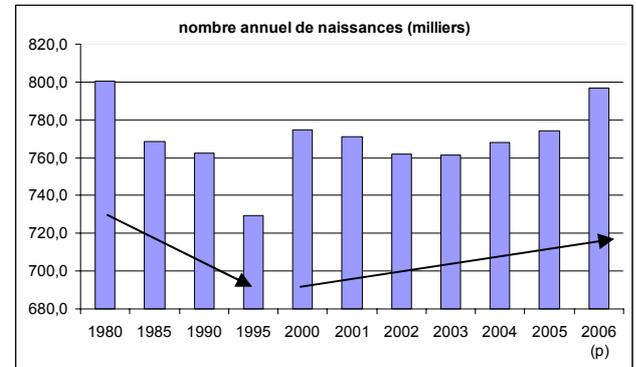
• les postes supprimés ? ha, mais il y a de moins en moins d'élèves ... ?

→ la « *baisse démographique* » est tout sauf flagrante !

[2] Évolution des effectifs d'élèves du second degré (France métropolitaine + DOM, Public + Privé)



→ ... et l'avenir ?

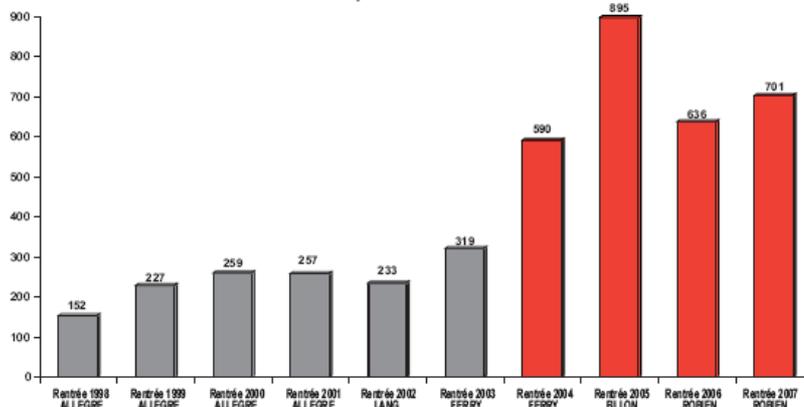


Sources : MEN et Insee, sites internet.

- comme le reconnaît le ministère lui-même, une partie de la « baisse démographique » est en fait liée à la baisse du taux de redoublement !
- la natalité française suit une forte tendance à la hausse : comment les futurs élèves, plus nombreux, seront-ils accueillis ?

→ une politique injustifiée, qui renforce les difficultés de l'académie de Lille !

4382 postes supprimés dans l'académie de Lille (2nd degré) depuis 10 ans



Rentrée 2007, ce sont encore plus de 700 postes qui seront supprimés dans l'académie ! Au total ce seront plus de 3208 postes dans le second degré et 138 postes dans le premier degré qui auront disparu depuis 2002 dans l'Académie.

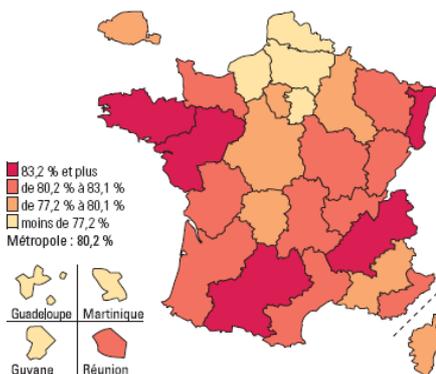
On supprime 1 poste pour une perte de 8,5 élèves dans le second degré, mais dans le premier degré il faut 45 élèves pour créer un seul poste !

⇒ **l'avenir de l'Education Nationale, si cette politique se poursuit ?**

- aucune ambition politique de démocratisation : des inégalités sociales accrues dans l'accès à l'éducation, un système socialement cloisonné et l'éviction systématique des élèves les plus en difficulté.
- des conditions d'accueil catastrophiques pour la majorité des élèves, qui n'auront droit qu'à accéder à un « socle de compétences » au rabais, dans des classes surchargées.
- un métier de prof dégradé, de moins en moins payé, et de plus en plus difficile à exercer (effectifs par classe, charge de travail, etc.)

**C'EST MAINTENANT
QU'IL FAUT REAGIR !!!**

Taux de réussite au baccalauréat à la session 2003



• le taux de réussite au bac n'est qu'un des indicateurs qui montrent que l'académie de Lille a particulièrement besoin d'un effort conséquent en matière d'éducation, si du moins on est attaché à l'idée d'égalité d'accès au savoir et à l'insertion professionnelle.

• Est-ce en supprimant des milliers de postes que l'on améliorera les chances de réussite des élèves ? Cette politique ne peut qu'aggraver les inégalités sociales !

« ça va servir à quoi de faire grève ? on ne peut rien y faire, et ce n'est pas une journée de grève qui va être efficace ! »

Une chose est certaine, l'absence de réaction de notre part se traduira à coup sûr par le maintien de la politique en question !

Il ne faut pas sous-estimer l'efficacité des « temps forts » de la mobilisation, et d'autres modalités d'action sont envisageables.

La bataille sur le CPE a certes été gagnée grâce aux occupations de facs (sommés-nous prêts à occuper nous-mêmes nos lycées ?), mais aussi et surtout par les **manifestations de plus en plus importantes qui se sont succédées de début février à début avril.**

Ces manifestations, accompagnées de grèves, ont d'abord été minorées dans les discours médiatiques et politiques, puis le gouvernement a été obligé de se plier au rapport de force qui avait été construit dans la durée. Au même moment, les médias sont allés de plus en plus « dans le sens » des manifestants, en fustigeant la politique du gouvernement.

Or, dans le cas présent, la grève du 18 décembre a été très suivie, de même que la manifestation du 20 janvier (même si on peut discuter du choix de la date). Les médias nationaux comme locaux sont allés dans le sens de nos revendications (ce qui est assez nouveau...), en insistant sur la dégradation du pouvoir d'achat ou sur la dimension catastrophique de la suppression des postes (voir ci-dessous). L'opinion publique est sensible à nos revendications (l'opinion publique a des enfants et voit ce qui va leur arriver si cette politique n'est pas stoppée).

La grève du 8 février est une étape supplémentaire de cette mobilisation grandissante. D'autres actions sont envisageables : des établissements de l'académie ou de la région parisienne ont « boycotté » le bac blanc, se lancent dans une grève du zèle ; les établissements du bassin de Lens (dont Picasso) organisent une grande réunion en direction des parents d'élèves et des médias (le 16 février). L'intersyndicale lance, de même, une campagne d'information de la population. Partout des actions se mettent en place, et les « temps forts » de mobilisation doivent être vus comme des grands moments d'impulsion de l'action.



La Voix du Nord, 11 janvier 2007.

701 selon les syndicats, 452 selon le rectorat : les enseignants du Nord - Pas-de-Calais seront encore un peu moins nombreux à la rentrée prochaine. Une très mauvaise nouvelle pour cette académie qui, depuis 1998, a déjà perdu 4 000 postes. D'autant qu'un récent rapport montrait du doigt des résultats scolaires jugés « alarmants ».

Le Monde, 20 janvier 2007.



ALORS ? Sommes-nous d'accord pour travailler encore plus en gagnant moins ? pour voir les effectifs par classe exploser, et de nombreux collègues être « mutés de force » ou devoir faire des compléments de service dans d'autres disciplines et d'autres communes ?

Ou bien en avons-vous ASSEZ de voir notre pouvoir d'achat diminuer, nos conditions de travail se dégrader, la précarité s'installer, de voir des suppressions massives de postes, de voir l'avenir de nos élèves remis en cause aussi cyniquement ? En avons-vous ASSEZ d'être méprisés par nos ministres, qui prétendent que nous gagnons 4100 euros en fin de carrière, et que nous sommes d'accord avec leur politique de destruction de l'école ?

Un mouvement de fond est en train de se construire : les profs en ont ras-le-bol, l'opinion publique et les médias les suivent ; mais ce mouvement ne gagnera que par une mobilisation de tous.

NOUS EN AVONS TOUS ASSEZ ?

ALORS SOYONS TOUS EN GREVE CE 8 FEVRIER !

Et RDV lundi 12 février pour envisager d'autres actions locales, et préparer la réunion de Lens, le 16 février.